

## A LA UNE

## Les nouveaux défis des fondations

Le 30 janvier prochain le [Club des Décideurs Marketing & Digital de l'Enseignement Supérieur](#), créé par l'Adetem et HEADway, sera consacré au thème « Fundraising : mobiliser vos communautés et vos réseaux ». L'occasion de revenir sur le développement contrasté des fondations universitaires en France face à la quasi-disparition de l'ISF (remplacé par l'IFI) et aux interrogations quant aux dispositifs de défiscalisation avec le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

La fin de l'ISF marque un tournant. C'était en 2013. La première [campagne de levée de fonds d'HEC](#) s'achevait sur un grand succès. 112 millions de promesses de dons réunies (57% venant des alumni et 43% des entreprises). Enfin ! Créée en 1971, la Fondation HEC avait dû attendre 2005, et une nouvelle loi fiscale pour enfin prendre son envol. « Si notre Fondation est parvenue à collecter finalement 102 millions d'euros en 5 ans c'est parce que nous avons travaillé avec professionnalisme, y compris en nous intéressant aux communautés d'anciens HEC installées dans les pays anglo-saxons qui ont moins de limite psychologique au don », expliquait Pierre-  
alors président de la CCI Paris Ile-de-France, se souvenant avec émotion des « moments passés à New York avec le président de la Fondation, Alain Bernard, et le directeur d'HEC, Bernard Ramanantsoa, pour convaincre les alumni de donner ».

Dans une [étude](#) publiée en 2015 à laquelle avaient répondu 49 écoles, la Conférence des grandes écoles établissait que les 30 écoles qui avaient levé des fonds avaient réuni en tout 54,5 millions d'euros, soit 4% de leur budget total et 13,7% de leur subvention publique (soit une moyenne par étudiant de 770 euros). Mais avec une extrême hétérogénéité puisque 97% du montant global de la collecte était réalisé par seulement 14 écoles. Autre enseignement, et contrairement à ce qu'on constatait du côté d'HEC, les entreprises sont largement majoritaires dans cette levée de fonds avec 60,5% des dons (37,5% provenaient des particuliers et 2% de fondations hors entreprises).

Cinq ans après sa première levée de fonds, après que la Fondation HEC ait vu trois présidents succéder à Daniel Bernard (le dernier, Olivier Sevilla vient de prendre cette présidence alors que Delphine Colson a été nommée déléguée générale en octobre 2018), l'enthousiasme est-il encore là ? Il semble que oui. Les promesses de dons seraient même en hausse en 2018 (16M€ contre 9M€ en 2017) grâce notamment à la remarquable participation de Hubert Joly, P-DG de Best Buy (le Darty américain), qui a fait un don de 3,7 millions d'euros pour aider son école à créer une chaire dédiée au *Purposeful Leadership*. Ce seraient en tout plus de 60 millions d'euros de dons qui auraient déjà collectés pour assurer le lancement d'une nouvelle campagne cette année. Mais combien d'alumni répondent poliment qu'avec la disparition de l'ISF ils ne voient plus pourquoi ils feraient des dons ? Sans qu'on puisse encore faire un bilan, on évoque dans certaines fondations une baisse jusqu'à la moitié des dons des particuliers en 2018.

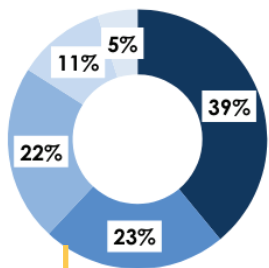


Olivier Rollet  
(@ORollet)

Rédacteur en chef  
Antoine Gailly,

alors président de la CCI Paris Ile-de-France, se souvenant avec émotion des « moments passés à New York avec le président de la Fondation, Alain Bernard, et le directeur d'HEC, Bernard Ramanantsoa, pour convaincre les alumni de donner ».

## UTILISATION DES FONDS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS



- Activités d'enseignement, de recherche et soutien aux étudiants
- Capitalisation ou mise en réserve
- Aides aux étudiants
- Frais de collecte et de gestion des établissements
- Développement de nouvelles implantations, projets immobiliers

Source Conférence des grandes écoles

**Comment motiver le don des alumni ?** La grande erreur qu'ont fait certains établissements en lançant des fondations a été de croire que le don allait de soi. Alors présidée par le charismatique Axel Kahn, l'université Paris-Descartes s'était ainsi lancée bille en tête dans une collecte de fonds auprès de ses alumni. Sans grand succès. Avoir parmi ses alumni un très grand nombre de médecins, gagnant très bien leur vie, ne suffisait pas. Ceux-ci rappelant plutôt à leur institution les années données à la collectivité en tant qu'internes que leur réussite future. Et surtout que l'université les avait oubliés pendant trente ans... Si HEC ou l'École polytechnique réussissent si bien ce n'est pas seulement parce que leurs alumni occupent les plus hautes fonctions. C'est aussi parce que le lien qui s'est établi entre eux ne s'est jamais distendu grâce à des associations d'anciens très présentes à leurs côtés. « Quand on ne leur pas parlé pendant quarante ans et qu'on leur dit d'un seul coup « vous êtes super, donnez », cela ne risque pas de se traduire tout de suite par un chèque », s'exclame Sandra Bouscal, aujourd'hui

## AU SOMMAIRE

Écoles de management

Écoles d'ingénieurs

Universités

Tribune



« Fondations d'université :  
éloge du temps long » par  
Laurent Batsch

Repères

Le nouveau bureau de la CPU a fait sa  
rentrée

Entretien



Henry Buzy-Cazaux (ISC Paris)

Reportage

Pédagogie et comédie : le Human  
Comedy Club de l'ISC

Gros plan

Comment l'Eisti va devenir  
l'enseignement supérieur du futur Grand  
établissement de Cergy-Pontoise

Zoom

Montpellier BS : un nouveau PGE pour  
former des « managers responsables »

## PRIX FNEGE 2019

En partenariat avec L'Oréal, HEADway, Consult'in France, l'EFMD, The Conversation et la CCMP, la Fnege (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises) remettra le jeudi 9 mai de 17 h à 21 h ses prix annuels (« Meilleurs ouvrages en management », « Meilleures thèses en management », « Meilleurs articles scientifiques », « Meilleure étude de cas », « Meilleur dispositif pédagogique »). La cérémonie aura lieu dans les locaux de L'Oréal à Clichy. Inscrivez-vous [ici](#).



directrice générale de la Fondation Dauphine après avoir participé à la levée de fonds record de HEC et commencé sa carrière en 1999 à la Fondation de l'Insead.

Une « culture du don » qui se cultive dès l'école ou l'université dans le cadre de « class gift ». Ceux-ci réunissent chaque année aux Mines de Paris les élèves de la dernière promotion et des alumni des promotions finissant par le même chiffre. Ensemble ils donnent pour constituer par exemple des bourses d'études pour les étudiants partant à l'étranger. Une culture du don qui se travaille ensuite tout au long de la vie professionnelle d' alumni qui s'éloignent peu à peu de leur institution pendant la première année de leur vie professionnelle avant de s'en rapprocher la quarantaine venue. Et pour cela l'implication du directeur de l'école ou président de l'université est déterminante. « *L'alumni de base a deux problèmes : premièrement, il est convaincu que l'école est exactement dans le même état que le jour où il l'a quittée, il faut lui prouver le contraire. Et deuxièmement, il veut voir le directeur. Au moins une fois. Il faut y passer le temps nécessaire* », expliquait Hervé Biausser, alors encore directeur général de CentraleSupélec, lors du [colloque](#) que la Conférence des grandes écoles a consacré aux alumni en 2018.

Il faut du temps donc mais aussi des projets pour fédérer les enthousiasmes. « *Il n'y a en France pas la même culture du don qu'aux Etats-Unis. Pour obtenir des dons nous avons à présenter des projets - c'est ce qu'on appelle le « fundraising projects based » - pour accroître la fierté d'appartenir à une collectivité et répondre aux enjeux de demain* », analyse le directeur général de l'Essec, Vincenzo Esposito Vinzi, qui appelle aujourd'hui ses alumni à soutenir leur école à hauteur de 16 millions d'euros pour assurer un financement complémentaires à celui des collectivités pour rebâtir son campus. Des projets qui passent souvent par des bourses données aux étudiants les moins favorisés. Il suffit d'avoir vu une fois les boursiers d'HEC faire leur entrée au rendez-vous annuel de la fondation, avec un « 0 » dans le dos pour signifier qu'ils ont pu intégrer l'école grâce aux dons des anciens, pour s'en convaincre. « *Nous avons une mission citoyenne. Elle démarre dès le lycée avec des actions de tutorat et de soutien financier en partenariat avec Fratelli et les Cordées de la Réussite. Elle se décline ensuite dans les classes prépas, où nous aidons certains étudiants méritants - même s'ils n'intégreront pas forcément HEC ensuite, au sein de prépa classique et même de prépas technos* », assure l'ancien président de la Fondation HEC, Bertrand Léonard.

**Comment motiver le don des entreprises ?** A 75% des 3,5 millions d'euros de budget annuel de la Fondation Dauphine dépendent des dons des entreprises. « *Nous leur proposons de participer à des projets liés à l'innovation et à la recherche dans des laboratoires de premier plan. Nous leur parlons également de Paris-Dauphine en tant qu'institution de premier plan dont le projet est d'être dans le top 10 en Europe dans le management de la décision* », établit Sandra Bouscal. La recherche est largement le premier vecteur d'intérêt des entreprises dans les écoles d'ingénieurs. Témoin les Mines Paris qui lèvent environ 4 millions d'euros par an dont plus des trois quarts proviennent des entreprises. Notamment pour constituer des chaires de recherche. « *Une chaire est aussi souvent une action de communication. D'autant que si les dons sont défiscalisés à 60%, le crédit impôt recherche atteint le même taux dans le cas d'un contrat de recherche avec un établissement public. S'il veut vraiment développer les fondations, l'Etat devrait donc encore plus défiscaliser les dons* », commente le président de la fondation, Benoît Legait, dont l'objectif de la campagne de levée de fonds 2014-2018 était de lever 35 M€ (contre 23,5 M€ pour la campagne précédente).

Créée en 2012, la [Fondation Mines Télécom](#) entend quant à elle lever pas moins de 50 M€ sur la période 2015-2020 (dont 31 M€ déjà confirmés). « *Depuis 10 ans, d'abord en tant que Fondation Télécom puis Mines Télécom, nous avons su créer des partenariats industriels quand d'autres ont d'abord misé sur les alumni* », commente le président de la fondation, Guy Roussel. L'échance de la participation de ses trois « partenaires fondateurs » historiques (Orange, BNP Paribas et Nokia) mais aussi de ses « partenaires stratégiques » (Airbus, Accenture et Sopra Steria) arrivait à son terme fin 2018. Pour les convaincre de réinvestir pas moins de 2,7 millions d'euros, la fondation Mines Télécom a créé toute une série d'interactions avec ses donateurs. Dont un accès privilégié à de futurs diplômés de plus en plus recherchés. « *Notre « programme de reconnaissance » donne accès en priorité à nos travaux de recherche, permet de rencontrer les créateurs de start up ou encore les étudiants boursiers aidés par la fondation* », rappelle Guy Roussel. « *C'est une interaction très riche qui nous permet de nous mettre en valeur auprès d'étudiants très recherchés* », renchérit le président de Nokia France, Thierry Boisnon. « *Etre présents nous fait gagner des places auprès des jeunes pour lesquels nous sommes aujourd'hui la première banque* », se félicite également le responsable des partenariats écoles et universités de BNP Paribas, Jean-Dominique Criscuolo, dont l'entreprise compte pas moins de 400 diplômés issus des écoles de l'IMT.

D'ici à 2022 l'IMT entend faire doubler la part du mécénat dans ses revenus extérieurs pour qu'il en représente 15%. Mais laissera-t-elle à sa fondation le temps d'asseoir son indépendance ? « *L'horizon de l'action d'une Fondation se juge aussi à une question triviale : combien d'années lui faut-il pour constituer un capital (« endowment ») engendrant des revenus à même de financer le fonctionnement de la structure, sans prélever sur les flux annuels de dons ? Le seuil d'accumulation de ressources propres suffisantes pour couvrir le coût de fonctionnement d'une Fondation est un bon indicateur de la pérennité de celle-ci* », remarque le président de la Fondation Paris-Dauphine (lire sa tribune ci-dessous) qui insiste : « *La conscience du temps long ne distrait pas de la recherche de résultats tangibles à court terme. Mais elle invite à se départir de deux risques. Le premier est de pécher par impatience, en brûlant les étapes et en fixant des objectifs inatteignables. Le volontarisme est l'expression avantageuse de l'impatience mais il peut conduire au découragement et au renoncement. Il faut tenir un équilibre entre une forte ambition et des capacités contraintes. Il faut viser haut mais ne pas rêver à brûler les étapes* ».

[Olivier Rollot \(@ORollot\)](#)

▶ La réunion du [Club des Décideurs Marketing & Digital de l'Enseignement Supérieur](#), créé par l'Adetem et HEADway, sur le thème « Fundraising : mobiliser vos communautés et vos réseaux » aura lieu le 30 janvier 2019 à la Maison des polytechniciens Les intervenants seront [Sandra Bouscal](#) et [Laurent Batsch](#), directrice générale et président de la Fondation Paris-Dauphine.

▶ **Erratum** : la semaine dernière nous citions l'EBS comme entreprise privée et l'Esce comme association au sein du groupe Insead U. En fait c'est exactement le contraire : l'Esce est une entreprise et l'EBS une association.

## LA PHOTO DE LA SEMAINE



Frédérique Vidal présentait le 22 janvier ses vœux au Museum d'histoire naturelle devant un parterre inhabituellement clairsemé. Très peu de présidents d'université – si on excepte Gilles Roussel et Olivier Laboux pour représenter la CPU – s'étaient en effet déplacés.

## LA PERSONNALITE

[Pierre Mathiot](#) redevient directeur de Sciences Po Lille. Celui qui avait dirigé l'institut d'études politiques lillois entre 2007 et 2015 (avant de démissionner pour de graves problèmes personnels) se voit ainsi réélu à la direction d'un IEP qu'il a marqué de son empreinte. Peu avant son départ il nous expliquait dans un [entretien](#) une « petite lassitude venant du rythme de développement que nous avons impulsé depuis 2007 ». Et confessait alors : « *J'ai de plus en plus de mal à tenir le rythme auquel je veux diriger l'école. J'ai aussi peur de « l'embourgeoisement », du moment où je me dirai « je suis le directeur de Sciences Po Lille » alors que je ne suis pas là pour recevoir la Légion d'honneur mais pour rouler en tête dans le Tourmalet. Enfin, je pense qu'il ne faut pas qu'un établissement soit trop lié à la personnalité de son directeur au point de gêner toute succession : rester 10 ans c'est maximiser ce risque* ». Mais les Français connaissent surtout Pierre Mathiot comme le porteur de la grande réforme du bac aujourd'hui en cours. Il est également toujours en charge d'une mission sur l'éducation prioritaire.



## ELLES/ILS BOUGENT...



[Radjesvarane Alexandre](#), 52 ans, a été nommé directeur général de l'Eisti. Il avait rejoint l'EISTI en septembre 2018 en tant que directeur académique, fonction qu'il continue d'exercer. Il aura maintenant l'immense tâche de succéder à son très emblématique directeur, [Nesim Fintz](#) qui, après 35 ans à sa tête, devient « conseiller spécial chargé des questions institutionnelles et du suivi de la mise en place du grand établissement ». Il suivra en particulier la conduite du projet ISITE Paris Seine Initiative mené avec l'UCP et l'ESSEC et lauréat de l'initiative d'excellence.

# « Fondations d'université : éloge du temps long »

Par Laurent Batsch, président de la Fondation Paris-Dauphine



Les Fondations d'université existent, on peut les rencontrer. Elles remplissent trois fonctions, dans des proportions variables. Elles sont d'abord des structures de mécénat pour le financement des établissements, mais elles sont aussi le véhicule des partenariats avec les entreprises du territoire, et elles sont enfin des pépinières abritant des projets innovants.

Dix ans après leur création sur les modèles de la loi de 2007, elles peuvent s'interroger sur leur avenir<sup>1</sup>. Le moment de la création ne s'embarrasse pas de grandes anticipations, mais au terme d'une décennie, l'arbre a pris racine. Comment ces nouvelles structures s'installent-elles dans la durée, à côté des universités qu'elles accompagnent ? A quel horizon de temps doivent-elles se projeter ?

1) S'il est vrai que la levée de fonds en appelle au sentiment d'appartenance à leur établissement de la part des donateurs, ce sentiment repose sur une base objective et ne procède pas de la génération spontanée. Il s'éprouve à l'égard d'une institution qui revendique sa singularité et qui cultive son caractère propre. Or, si les Ecoles entretiennent de longue date la fidélité de leurs diplômés, la démarche est beaucoup plus récente pour les universités. L'exercice de l'autonomie, le déploiement de stratégies d'établissement et l'affirmation d'ambitions internationales créent les conditions de l'émergence de communautés de diplômés, mais il y faudra du temps. Il ne faut pas attendre de la part des diplômés l'expression d'une fierté collective à l'égard de « leur » université si celle-ci n'est pas porteuse d'une forte estime d'elle-même.

2) Institutions nouvelles, institutions jeunes, les Fondations d'université ne peuvent pas encore témoigner d'une histoire qui les aurait rendues familières. Elles ont besoin de temps pour faire connaître leur existence, attirer l'intérêt sur leurs programmes et instaurer la confiance dans leur gestion. Il faut aux Fondations le temps de s'installer

dans le paysage visible des donateurs potentiels. La levée de fonds est tributaire de la démonstration que les actions engagées par la Fondation sont pertinentes, et cette crédibilité ne se décrète pas, elle s'acquiert à l'usage.

3) La levée de fonds est un métier étendu et complexe, qui mobilise des compétences dans des domaines variés : relations publiques, gestion événementielle, organisation de réseaux, communication institutionnelle, marketing de masse, etc. En outre, ce métier s'apprend sur le tas. C'est pourquoi les compétences ne sont pas si nombreuses sur le marché du travail. Des individus et des équipes se forment à l'expérience, et les universités elles-mêmes apprennent progressivement l'activité de « leur » fondation. Mais cet apprentissage prend d'autant plus de temps qu'il s'effectue sans guide.

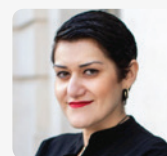
4) Il a été dit et redit à l'excès que la culture française était peu encline à la philanthropie. L'invocation rituelle des obstacles « nationaux » au fundraising dessert la bonne cause quand elle entretient le découragement. Or, le succès d'opérations comme le Téléthon, ainsi que la performance de Fondations à vocation médicale ou humanitaire devraient relativiser le complexe français. La fiscalité française des Fondations est très favorable aux donateurs. Il est vrai que le « geste » du don à une Fondation académique n'a pas encore acquis dans la représentation collective la même image de marque que les dons humanitaires. Les Fondations d'université sont encore de jeunes pousses, et elles ont une réputation à construire : plus elles seront nombreuses et plus la légitimité de chacune d'entre elles sera renforcée. La performance de chaque Fondation est aussi tributaire de l'espace créé par toutes les autres. Or, cet espace se constitue lentement. Le temps, toujours.

5) Enfin, l'horizon de l'action d'une Fondation se juge aussi à une question triviale : combien d'années lui faut-il pour constituer un capital (« endowment ») engendrant des revenus à même de financer le fonctionnement de la structure, sans prélever sur les flux annuels de dons ? Le seuil d'accumulation de ressources propres suffisantes pour couvrir le coût de fonctionnement d'une Fondation est un bon indicateur de la pérennité de celle-ci. Or, le temps minimal d'accumulation (sauf don exceptionnel) s'écoule sur deux à quatre décennies<sup>2</sup>. Au demeurant, la constitution de ce capital ne soustrait pas des ressources au financement des missions de la Fondation. D'abord parce que ce capital n'est abondé que par des flux résiduels, après financement des projets. Ensuite, parce que ce capital peut être investi dans des projets en rapport avec la mission de la Fondation (dans du logement

Docteur en mathématiques diplômé de Sorbonne Université, Alexandre Rajah était depuis 3 ans au Vietnam où il dirigeait la recherche de l'Université de sciences et technologie d'Hanoi, une initiative franco-vietnamienne. Il était auparavant, de 2013 à 2015, directeur des relations internationales et directeur académique de ParisTech après quatre autres années passées à enseigner au sein de la Jiao Tong University de Shanghai.



**Caroline Hermet** a été nommée directrice du programme master Grande école de La Rochelle Business School (ExcelliaGroup). Directrice du BBA de La Rochelle Business School depuis janvier 2015, elle a pendant 30 ans successivement conduit le programme Bachelor in Management de Toulouse Business School (de 1987 à 2012) en tête des classes puis dirigé les programmes MS et Executive Education de cette même école jusqu'à son départ pour La Rochelle. Elle est diplômée de Toulouse Business School.



**Inès Khedhir** a été nommée directrice de l'Executive MBA de ESCP Europe. Diplômée de l'ESC Montpellier, Inès Khedhir a travaillé dans le management des achats et de la qualité au sein de différentes entreprises privées avant de devenir responsable des achats et marchés Publics à ESCP Europe en 2006. De 2008 à 2012, elle coordonne l'Executive MBA en qualité de Programme Manager. Elle travaille ensuite comme chef de projets auprès de la directrice de la Division Corporate qui rassemble alors les programmes Executive Education et les Relations Entreprises, en charge de missions transverses sur l'ensemble des campus. En 2015, elle devient Responsable de la coordination européenne et des services transverses, et gère à ce titre les services supports à la division sur le campus de Paris, ainsi que les projets intercampus.



**Jean-Olivier Hairault** a été nommé directeur de la fondation PSE-École d'économie de Paris. Il succède à Pierre-Yves Geoffard dont le mandat est arrivé à son terme au 31 décembre 2018. Professeur de sciences économiques à PSE depuis sa création en décembre 2006 et à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne depuis 1997. Jean-Olivier Hairault a été maître de conférences à Paris-Dauphine entre 1992 et 1993 puis professeur à l'université Lille 1 de 1993 à 1997, il a également été membre de l'Institut Universitaire de France entre 2003 et 2008. À PSE-École d'économie de Paris, Jean-Olivier Hairault était depuis 2015 en charge de la direction des formations. Titulaire d'un DEA Monnaie, banque, finance Sorbonne, d'un magistère d'économie et d'un doctorat de Paris 1 Panthéon Sorbonne, cet agrégé en sciences économiques est un macroéconomiste, spécialiste des cycles économiques et de leur stabilisation, ainsi que du chômage et des retraites. Il se dit « *attaché à une modélisation appliquée et ancrée dans le débat de politique économique* ».

1 La Fondation Université Clermont Auvergne a pris l'heureuse initiative d'organiser début novembre un passionnant colloque des Fondations issues de la loi de 2007. Qu'elle en soit remerciée.

2 Prenons le cas d'une Fondation dont le coût de fonctionnement représenterait 15% de ses recettes annuelles moyennes (supposées constantes) et qui consacrerait en outre 20% de ces mêmes recettes à son capital. Admettons qu'un investissement de long terme peu risqué rapporte un rendement annuel de 2%. Sous ces hypothèses, cette Fondation mettrait 37 ans à constituer le capital nécessaire à l'autofinancement de son fonctionnement. Ce nombre d'années se calcule, dans ce « modèle » élémentaire, comme le rapport entre le % de recettes affecté au financement de la structure au numérateur (ici 15%) d'une part, et le produit du taux de rendement long (ici 2%) et du % de capitalisation des recettes au dénominateur (ici 20%) d'autre part.

étudiant, par exemple). Enfin, parce qu'une fois que ce capital a atteint le niveau suffisant pour autofinancer la structure, la Fondation est libérée de la contrainte de prélever une part des flux annuels pour son propre fonctionnement.

Les Fondations consacrent l'essentiel de leurs ressources à des projets du moment ; ce ne sont pas des cagnottes pour demain, mais des leviers pour aujourd'hui. Mais le développement des Fondations s'inscrit dans une perspective de très long terme. C'est le travail quotidien intense et obstiné des équipes qui permet aux Fondations de servir les projets actuels et de s'installer dans la durée.

La conscience du temps long ne distrait pas de la recherche de résultats tangibles à court terme. Mais elle invite à se départir de deux risques. Le premier est de pécher par impatience, en brûlant les étapes et en fixant des objectifs inatteignables. Le volontarisme est l'expression avantageuse de l'impatience mais il peut conduire au découragement et au renoncement. Il faut tenir un équilibre entre une forte ambition et des capacités contraintes. Il faut viser haut mais ne pas rêver à brûler les étapes.

Le second risque est le court-termisme, celui qui suggère de ne rien épargner. C'est le biais du flambeur. Il est d'autant plus grisant que l'épargne est longue à se constituer. Tant que le capital accumulé est petit, la tentation est grande de l'affecter à des dépenses immédiates, de sorte que la Fondation n'accumule jamais aucun fond.

Au contraire, la Fondation doit avoir l'objectif de constituer un « endowment », quitte à contrarier la satisfaction de besoins urgents, forcément urgents. On entend l'objection, formulée à la manière de Keynes, selon lequel « à long terme nous sommes tous morts... ». Eh bien non. A long terme, nous changeons de génération, mais nous vivons. Dans un pays où la protection sociale est fondée sur la solidarité intergénérationnelle, nous devons nous souvenir que la transmission d'une génération à une autre créé pour chacune d'elles une dette permanente envers sa suivante. Ce que la direction d'une université impulse aujourd'hui, elle le doit aux générations qui l'ont précédé. Il n'est pas illogique qu'à son tour, une direction pense aux générations qui la suivront, à ces générations qui sont formées actuellement, et qui attendront l'âge de la maturité pour rendre à l'université ce que celle-ci leur a apporté.

Ainsi, une Fondation d'université accompagne le développement de son institution dans une perspective intergénérationnelle. Son horizon de temps dépasse celui d'un poste, d'un grade ou d'une carrière, de même que l'institution survit aux expériences individuelles.

C'est l'honneur d'une génération de « fonder » ou « d'instituer » une structure au service des générations qui la suivront : la Fondation a aussi cette valeur symbolique là, une valeur « capitale ». La grandeur du temps des Fondations donne la mesure des ambitions des universités qu'elles servent.

## UNIVERSITES

### Futurs regroupements : Frédérique Vidal « ne veut pas choisir »

Avec l'ordonnance parue fin 2018, le MESRI a fait le choix de « permettre à chacun d'exprimer pleinement sa signature, d'affirmer sa stratégie et son identité » a rappelé Frédérique Vidal le 22 janvier lors de ses vœux au Museum d'histoire naturelle. Parmi les universités expérimentales qui verront le jour, certaines investiront particulièrement leur place d'universités de recherche. D'autres affirmeront des priorités différentes ou formuleront leur stratégie d'une autre manière. Et la ministre d'insister : « Cette diversité est indispensable et là aussi, nous n'avons pas à choisir – et je le dis très clairement, le rôle du ministère n'est pas de jouer

*l'arbitre des élégances, de favoriser tel modèle aux dépens de tel autre. Ma responsabilité n'est pas de faire leur stratégie à la place des établissements. Elle est de m'assurer que cette stratégie est clairement formulée, qu'elle rassemble autour d'elles les forces et les acteurs et qu'elle prend en compte les priorités formulées par l'Etat, dans le respect de l'autonomie de chacun. »*

► C'est le sens du « dialogue stratégique de gestion » qui a été expérimenté cette année et qui sera bientôt évalué.



**Stéphane Lardy** a été nommé directeur général de l'agence France Compétences. Directeur de cabinet de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, depuis septembre 2017 (et auparavant conseiller chargé de la formation, de l'apprentissage et de la pénibilité dans ce même cabinet), Stéphane Lardy connaît particulièrement bien le monde des négociations collectives syndicat / patronat pour avoir auparavant été secrétaire confédéral de FO chargé de l'emploi et de la formation de 2007 à mi-2016. Il est docteur en sociologie et titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et droit social.



**Laure Morel** a été nommée directrice de l'École nationale supérieure en génie des systèmes et de l'innovation de Nancy (ENSGSI), pour un mandat de 5 ans, à compter du 2 février 2019. Elle était jusqu'ici professeure des universités dans cette même école dont elle dirigeait l'ERPI (Equipe de Recherche sur les Processus Innovatifs)



**Antoine Primerose** a été réélu président de l'Université de la Guyane avec 18 voix sur 28. Élu pour la première fois en 2017 l'ancien directeur de l'École supérieure du professorat et de l'éducation (Espé) va ainsi veiller pendant quatre ans au destin d'une toute jeune université de plein droit, née en 2014 de la scission avec les universités de Guadeloupe et Martinique.



**Benoît Roig**, le seul candidat, a été élu à l'unanimité président de l'université de Nîmes par le conseil d'orientation et le conseil d'université réunis en congrès. Succédant à Emmanuel Roux, nommé à la Cour des comptes son mandat ne court donc que jusqu'au 29 novembre 2020, le terme initial du mandat.

Originaire de Narbonne, Benoît Roig a réalisé ses études supérieures dans la région, à l'université de Montpellier jusqu'au DEA, puis à l'École des Mines d'Alès où il obtient son doctorat en 1999. Il mène en parallèle une carrière de sportif de haut niveau, rugbyman professionnel à Narbonne puis au Rugby club Nîmois de 1991 à 2001. Après son doctorat, il restera maître-assistant à l'École des Mines d'Alès jusqu'en 2010. Devenu professeur des universités, spécialisé en sciences du risque, il intègre l'École des hautes études en santé publique à Rennes avant de rejoindre l'université de Nîmes en 2013. Nommé vice-président Recherche et valorisation en 2014, il présidait la fondation partenariale I2ML (Institut méditerranéen des métiers de la longévité) depuis 2016,

### Droits de scolarité des étudiants internationaux : le MESRI persiste

De très nombreux conseils d'administration d'universités ont beau voter – et revoter – contre l'augmentation des droits de scolarité des étudiants internationaux, Frédérique Vidal a répété lors de ses vœux que la mesure entrerait bien en activité et que l'objectif était bien de porter à 500 000 le nombre d'étudiants internationaux accueillis chaque année d'ici 2027. Il n'en reste pas moins que, dans le cadre de la concertation qui a démarré plus largement sur la mise en œuvre de la stratégie « Bienvenue en France » le sujet sera abordé. « Cette concertation doit permettre à chacun de s'exprimer, de partager des positions de principe, souvent très fortes, mais aussi de proposer des solutions concrètes pour améliorer les conditions d'accueil », soutient la ministre.

La mise en place de ces frais différenciés s'accompagne d'une « politique volontariste » de bourses et d'exonérations avec un volet national, piloté par le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, via les bourses et exonérations du Gouvernement ; un volet bilatéral, avec toutes les mobilités organisées par convention entre établissements d'enseignement supérieur français et étranger, qui donneront lieu à exonération sans aucun plafond (plus de 12 000 étudiants chaque année) ; enfin, un volet de politique d'établissement, puisque chaque école et université pourra définir une stratégie d'attractivité et d'exonération qui lui est propre dans le respect du plafond réglementaire (qui reste à définir). « Si l'on additionne ces trois volets, le plan du gouvernement prévoit d'ores

et déjà que 25% des étudiants internationaux concernés pourront bénéficier d'une exonération – et cela sans compter les exonérations transitoires qui garantiront aux étudiants internationaux déjà présents que rien ne change pour eux », conclut la ministre sur ce point.

- ▶ La semaine prochaine, Campus France va lancer la première campagne de labellisation

« Bienvenue en France », Plus de 180 grandes écoles et universités ont manifesté leur intérêt pour ce label. Dès 2019, l'Etat a dégagé 10 millions d'euros pour soutenir les établissements. Un « fonds d'amorçage » sera mis en place dès la fin du mois de février, sur la base des conclusions de la concertation qui a été lancée début janvier.

## Aix-Marseille Université devient propriétaire de son patrimoine

Le 22 janvier, le conseil d'administration d'Aix-Marseille Université a approuvé à l'unanimité le « schéma pluriannuel de stratégie immobilière » (SPSI) de l'université 2017-2022, qui lui donne la possibilité de devenir propriétaire de son patrimoine. Aix-Marseille Université devient ainsi propriétaire de 90% des locaux qu'elle occupe sur le territoire d'Aix-Marseille (10% restant du patrimoine local, propriété de collectivités locales).

Les engagements d'Aix-Marseille Université en matière d'objectifs patrimoniaux sont notamment :

- d'entretenir et renouveler son patrimoine afin de le maintenir dans un bon état permettant l'exercice de ses missions ;
- de conforter le pilotage immobilier avec une fonction immobilière professionnalisée et des outils de gestion robustes ;
- d'améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments.

	Nombre total	Etat	% Aix-Marseille Université
Nombre de sites Aix-Marseille Université	58	35	60%
Nombre de bâtiments Aix-Marseille Université	308	229	74%
Surface SHON en m2	811 879	716 261	88%
Surface foncière en m2	1 487 767	1 345 284	90%

## En bref...

- [A l'Université de Tours, des licences à durée variable](#) (La Nouvelle République)
- [Les doubles licences jouent à cache-cache avec Parcoursup](#) (Le Monde)
- [Budget : les universités voient rouge](#) (Alternatives Économiques)
- **L'Université Côte d'Azur** (Université de Nice Sophia Antipolis), Oracle University, Datum Academy et France Université Numérique lancent eMBDS, le premier master européen en Informatique sous forme de MOOC (version en ligne du master MBDS (Mobilité, Big Data et intégration de Systèmes de la Miage de l'Université Nice Sophia Antipolis))
- [Parcoursup : à Strasbourg, les étudiants admis sous condition en psycho veulent positiver](#) (Le Monde)
- L'Étudiant publie son [Palmarès 2019 des classes préparatoires littéraires](#)
- [Orléans : une facture de 600 000 euros pour sécuriser le campus universitaire](#) après des agressions sexuelles à répétition (France 3 Centre Val de Loire)



**Véronique Tran** a été nommée directrice académique de l'Executive MBA et du General Management Programme de ESCP Europe. Professeur de comportement organisationnel et de psychologie organisationnelle, Véronique Tran a rejoint ESCP Europe en 2006. Elle a été coordinatrice des cours au Master in Management (MIM)- Programme Grande Ecole, membre du Comité européen de la recherche, membre du Comité consultatif de la faculté européenne (EFAC). Elle a ensuite été directrice académique du Master in European Business (MEB) transformé en MBA in International Management en 2017, le MBA à plein temps de ESCP Europe. Elle en a été la directrice académique au cours des deux dernières années.

Diplômée de l'Université de Lausanne en sciences politiques. Elle a obtenu son doctorat en psychologie à l'Université de Genève et a fait ses études postdoctorales dans le domaine industriel/organisationnel du Département de psychologie de l'Université d'Etat de Pennsylvanie.

## GRADE DE LICENCE : LE RAPPORT SERA PUBLIE FIN FEVRIER

Leur lettre de mission a enfin été publiée mais l'ancien président de l'École polytechnique, Jacques Biot, et l'actuel président de l'université Grenoble-Alpes, Patrick Lévy, sont bien en train de travailler depuis la fin décembre sur l'écriture d'un rapport sur la création d'un grade de licence pour les bachelors. S'appuyant sur le rapport déjà réalisé par l'Igaenr sur le sujet, leur rapport devrait même être rendu fin février. Il pourrait alors déboucher sur la possibilité pour les Grandes écoles proposant les meilleurs bachelors d'obtenir le grade de licence – très important notamment pour recruter à l'international – mais aussi pour les universités de renommer certains de leurs diplômés pour en faire également des bachelors...

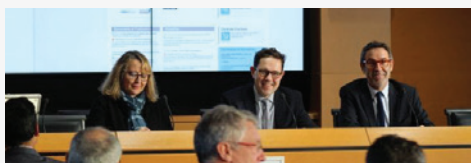


## PARCOURSUP : LE DEBAT SUR L'ANONYMISATION n'est PAS ETEINT

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation n'y tient pas, les représentants des filières sélectives s'y opposent formellement. Même s'il y a peu de chances que la mesure soit prise cette année, le débat sur l'anonymisation des candidatures sur Parcoursup n'est pas éteint. Le défenseur des droits comme la Cnil ou un certain nombre d'associations demandent en effet toujours que les filières n'aient pas accès au nom du

## Le nouveau bureau de la CPU a fait sa rentrée

Le bureau de la Conférence des présidents d'université, fraîchement élu, a présenté ce mercredi 23 janvier les grandes orientations et les bonnes résolutions de ce nouveau mandat. Bien que l'international soit un enjeu majeur, avec l'objectif de représentation de la recherche publique française à l'échelle européenne et mondiale, c'est l'autonomie des établissements qui va animer l'année 2019. En témoigne son prochain colloque, les 21 et 22 mars 2019, qui aura pour thème « *Autonomie des universités ?* ».



**Parcoursup et transparence.** Alors que le Défenseur des droits, Jacques Toubon, a rendu public lundi 21 deux avis qui militent pour plus de transparence de la plateforme Parcoursup sur ses critères de tri – il souhaite par exemple que « *les chefs des établissements de l'enseignement supérieur définissent de manière suffisamment précise les attendus locaux* » - la vice-présidente de la CPU et présidente de l'Université de Haute-Alsace, Christine Gangloff-Ziegler, insiste pour que « *le jury reste souverain et que son rôle ne soit pas remis en cause* ». Les décisions d'admission sont en effet multifactorielles et intègrent une grande partie d'« *humain qu'il est difficile de théoriser* ».

Un sujet sur lequel le président de la CPU et de l'université Marne-La-Vallée, Gilles Roussel ajoute que « *désormais, grâce à un effet d'apprentissage, les attendus généraux des établissements sont plus complets et sont donnés en amont de la formulation des vœux* » mais qu'il « *faudra quelques années supplémentaires pour que le système se stabilise et enclenche un cercle vertueux (orientation, réussite en licence, etc.)* ». Quelques signes concrets d'amélioration sont d'ailleurs émergents selon lui comme, par exemple, un processus d'orientation qui commence de plus en plus tôt (dès la seconde) ou encore le constat que, l'année dernière, plus d'élèves de bacs généraux se sont orientés vers des licences et plus d'élèves de bacs technologiques vers des BTS.

De plus, selon l'autre vice-président de la CPU, le président de l'Université de Nantes Olivier Laboux, les établissements ayant du recul cette année quant au nombre de vœux réalisés par rapport aux places disponibles dans chaque filière, « *ne vont pas avoir besoin de classer les dossiers et donc d'utiliser des critères de tri car la demande sera inférieure à l'offre* ».

**Parcoursup et l'anonymisation.** Souhaitant « plus de mobilité et de mixité sociale », le Défenseur des droits est également « favorable à l'idée d'anonymiser les candidatures déposées dans Parcoursup afin que le lieu de résidence ne soit pas visible ». La CPU n'a pas d'avis officiel sur la question et « souligne les divergences de points de vue au sein de ses membres ». Christine Gangloff-Ziegler n'en considère pas moins que « l'anonymisation n'est pas un souci en soi si l'on pense qu'il existe des biais inconscients. Cela pourrait être un test, notamment pour voir si certaines populations seraient mieux représentées dans les effectifs étudiants » et qu'à sa connaissance, les « noms, prénoms, sexes, lieux de résidence et nationalités » pourraient ainsi être anonymisés.

**Frais de scolarité & étudiants internationaux :** une décision précipitée. Depuis l'annonce de l'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants extra-Européens, la CPU demande sa suspension. Les membres de la CPU sont dans « *l'incapacité de mettre en œuvre la mesure et de répondre aux besoins des étudiants. D'autant plus que le recrutement des étudiants internationaux se fait en ce moment* », insiste Gilles Roussel. Il y aurait ainsi une impossibilité technique liée au timing précipité et la suspension de la mesure serait la solution la plus simple pour « *tout remettre à plat* ». Incisif, le président souligne également les incohérences dans le discours de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche qui souhaite « *mieux accueillir les étudiants étrangers et en plus grand nombre* » alors même qu'elle propose une hausse des frais de scolarité qui pourrait freiner l'arrivée de ces étudiants en France.

**Politique de sites & COMUE.** L'ordonnance de décembre 2018 offre aujourd'hui un cadre assoupli qui donne notamment la possibilité aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche de conserver ou non leur personnalité morale. Une approche plus souple qui permet, selon Olivier Laboux, de « *respecter les cultures et les marques des institutions et ainsi de créer des constructions qui paraissent intelligentes et créent des dynamiques intéressantes* ». L'essentiel étant d'avoir un objectif commun et partagé entre les différents établissements.

**Dialogue de gestion et généralisation ?** Le « cadre expérimental du dialogue de gestion », réalisé avec quatre universités, deux COMUE et un grand établissement en 2018, a pour but de donner plus de libertés aux établissements dans leur gestion des allocations budgétaires. Généraliser ce dialogue de gestion « *peut avoir du sens si on retrouve des conditions du même ordre avec un dialogue mené avec les instances nationales [ ... ] et que l'on reste dans un cadre d'accompagnement qui n'est pas coercitif* », analyse Christine Gangloff-Ziegler. Mais étendre ce dialogue de gestion à tous les acteurs soulève des questions de réalisation technique et de moyens : comment réunir tout le monde autour d'une même table ? Et autour de qui : le ministère ? les recteurs ?

**Un grade bachelor pour la licence ?** Dans le cadre de la lettre de mission sur la création d'un grade de licence pour les bachelors, dont les résultats devraient être dévoilés fin février, la CPU a affirmé son souhait de clarifier l'ambiguïté actuelle concernant ces deux dénominations, en particulier pour les étudiants anglophones. Pour le bureau de la CPU, les bachelor devraient être réglementés, au même titre que les licences en étant, par exemple, évalués par l'HCERES (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur).

**La réforme du bac et la sélection.** Avec la fin des filières du bac général, un réel travail va devoir maintenant se faire sur les parcours et les attendus à l'entrée des universités. Christine Gangloff-Ziegler cite l'exemple des IUT qui « *prennent leurs spécialités, les comparent avec les parcours du bac et émettent des avis : très adaptés, adaptés ou complémentaires* ». Ainsi, des matières pourraient plus convenir à certains cursus que d'autres. « *Mais il faut être vigilant à ne pas recréer des parcours qui ouvrent toutes les portes par rapport à d'autres* », conclut-elle.

Juliette Berardi

lycée des candidats au nom de l'équité. « *Le recours au critère du lycée d'origine pour départager les candidats peut être assimilé à une pratique discriminatoire s'il aboutit à l'exclusion des candidats sur ce fondement* », argue Jacques Toubon dans un avis rendu le 21 janvier.

Nom, prénom, sexe, lieu de résidence, nationalité et surtout nom du lycée pourraient ainsi être occultés. Or on sait à quel point les filières sélectives, et notamment les classes préparatoires, sont attentives à la valeur des établissements : un 18/20 là vaut peut-être un 12/20 là-bas... Mais ces mêmes classes préparatoires n'en sont pas moins aussi attentives à ne pas en oublier systématiquement certains lycées qui ne feraient plus alors l'effort d'informer leurs élèves sur la filière. Certes avec Parcoursup ils ont accès à des éléments qu'il n'y avait pas sur APB - appréciations de leurs collègues des lycées quant au projet du candidat et la lettre de motivation de ce dernier - mais est-ce suffisant ? N'y a-t-il pas un risque de voir des candidats préférer des lycées moins prestigieux mais notant plus largement ? Ce serait aussi un coup dur pour l'immobilier proche de ces grands lycées...



## NOUVEAU BAC : QUELLES SPECIALITES POUR QUELLE FILIERE ?

La semaine dernière les représentants des instances représentatives de l'enseignement supérieur (CPU, Cdefi, CGE, APLCPGE) ont signé une sorte de « charte de bonne conduite » actant leur volonté de ne pas privilégier telle ou telle combinaison de spécialités pour recruter les futurs bacheliers issus de la réforme à partir de 2021. Seulement on voit mal comment les fameux « attendus » pourraient ne pas prendre en compte le niveau en maths à l'entrée en médecine ou en classes préparatoires scientifiques. Il se murmure qu'une simple combinaison comprenant au moins une spécialité mathématiques pourrait suffire pour intégrer une classe préparatoire économique. En tout cas le MESRI ne veut plus voir les meilleures classes préparatoires littéraires ne recruter que des bacheliers S comme c'est le cas aujourd'hui...

# Comment l'Eisti va devenir école d'ingénieurs du futur Grand établissement de Cergy-Pontoise

Associée à deux écoles d'ingénieurs (l'Eisti et l'Ensea) et à l'Essec, l'université de Cergy-Pontoise (UCP) et la COMUE Université Paris-Seine ont obtenu en février 2017 un Isite pour leur projet Paris Seine initiative. L'UCP et ses partenaires finalisent maintenant la création d'un « Grand établissement » qui devrait voir le jour en septembre prochain et prendre le nom de « Paris Technical University ». « Si nous déposons la marque «Paris Technical University», nous sommes encore réservés sur son usage. Nous formons au niveau de Paris Seine un université pluridisciplinaire, proche des modèles internationaux comme la NTU à Singapour ou la TU Dresden en Allemagne. Notre ADN consiste à porter une recherche de pointe dont une grande partie est en mesure de se transférer dans le monde socio-économique. Ainsi, avec une Comue très largement composée d'écoles le modèle «TU» est pertinent », analyse François Germinet, président de l'UCP et de la Comue. Dans ce cadre le fondateur et directeur pendant 35 ans de l'Eisti, école postbac de Cergy labellisée EESPIG (établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général), Nesim Fintz, fait en quelque sorte don de son école à la France : « Boursier du général de Gaulle la France m'a tout donné et il me paraît équitable de léguer mon école à l'Etat que je ne voulais pas quitter avant qu'elle soit dans un port sûr ».

**Une école d'ingénieurs dans une graduate school.** Constitué en collège universitaire et graduate schools, le nouveau Grand établissement fera de l'Eisti le cœur d'une graduate school « modélisation et ingénierie » qui regroupera également les facultés de sciences et d'économie gestion. De 360 étudiants par promotion les effectifs passeront ainsi à 600 dans les deux ans en comptant notamment des étudiants de l'UCP suivant ses masters en ingénierie. « Nous allons intégrer les formations en informatique de l'UCP – le génie informatique – et intégrer plusieurs autres «génies» (civil, matériaux, mathématiques) en partenariat avec les UFR de sciences et techniques et économie-gestion », révèle le nouveau directeur général de l'Eisti, Radjesvarane Alexandre. A terme école interne du nouveau grand établissement, l'Eisti conservera un temps

sa personnalité juridique et morale dans le cadre des nouveaux statuts autorisés par l'ordonnance parue fin décembre 2018. « Nous voulons être majoritaire dans le conseil d'administration de la composante pour », insiste Nesim Fintz.

**Transition et nouveaux projets.** Ce passage du privé au public implique de faire passer des droits de scolarité – qui varient aujourd'hui entre 4900€ par an (pour le cycle préparatoire) et 7500€ (pour les trois années du cycle ingénieur) - à seulement 2500€ en s'alignant par exemple sur ceux d'une école publique comme CentraleSupélec. L'Eisti s'implante également à l'étranger : elle a créé en septembre 2018 à Maurice un bachelor international. En 2020 elle pourrait s'implanter en 2020 à Singapour. Dans ce nouveau cadre la réaffectation par la Commission des titres d'ingénieurs (CTI) de l'Eisti, qui devait intervenir en 2019, a été repoussés à 2020 pour prendre en compte sa nouvelle organisation.

➤ Dans le même schéma que par exemple Paris-Saclay, le nouveau Grand établissement se structure sous la forme d'un collège universitaire – qui comprendrait tous les premiers cycles, toute l'offre postbac de Paris Seine – et de cinq graduate schools. L'Essec constituerait sa graduate school internationale en management ; la graduate school « modélisation et ingénierie » regrouperait l'Eisti, les facultés de sciences et d'économie gestion ; la graduate school « création and patrimoine » regroupant les sciences humaines de l'UCP, l'École nationale supérieure d'arts de Paris-Cergy (ENSAPC) et l'École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles (ENSP), et y associant l'Institut national du patrimoine. Les deux autres graduate schools regrouperaient d'un côté le droit et les sciences politiques, de l'autre l'éducation avec le pôle UCP de l'ESPE (École supérieure du professorat et de l'éducation) de l'académie de Versailles et l'EPSS (école en travail social) et l'ILEPS (école de sport). La Comue disparaîtrait en tant qu'établissement pour se fondre avec toutes ses missions dans le Grand établissement.

## LES TWEETS DE LA SEMAINE

Frédérique Vidal@VidalFrederique « a signé des chartes de soutien aux politiques partenariales de la @GardeNatFR par @ConferenceDesGE, @CPUniversite et @Cdefi. Objectif : inciter les établissements du supérieur à reconnaître et valoriser l'engagement de leurs personnels et étudiants réservistes opérationnels.



UNEF@UNEF ne veut rien lâcher : « Les étudiant·e·s mobilisé·e·s contre l'augmentation des frais d'inscription des étudiant·e·s étranger·e·s hors UE aujourd'hui #manif24jan #BienvenueenFrance #memesetudesmemesdroits »



Pierre van de Weghe@P\_van\_de\_Weghe note "n increase of 12%: 298,980 foreign students in 2018 in Japan, compared with 267,050 in 2017. A regional mobility: the majority of these international students were from Asia (93.5%). Humanities and social sciences are the most popular ! (link: [https://www.jasso.go.jp/en/about/statistics/intl\\_student\\_e/2018/icsFiles/afidfile/2019/01/11/data18\\_e.pdf](https://www.jasso.go.jp/en/about/statistics/intl_student_e/2018/icsFiles/afidfile/2019/01/11/data18_e.pdf)) jasso.go.jp/en/about/stati...



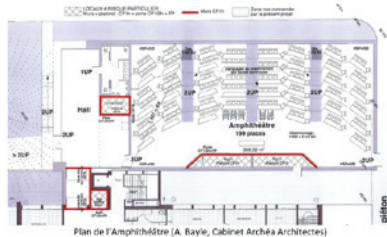
## « New Uni » : ça avance !

Présent lors des vœux de Frédérique Vidal, le président de l'Ecole polytechnique, Eric Labaye, s'est montré confiant quant à la mise en place de la « New Uni » qu'il préside également : « *Nous sommes dans le timing que nous avons indiqué le 4 octobre et le nom définitif devrait prochainement être divulgué* ». Par ailleurs la signature de la version définitive de la convention de coopération qui va lier HEC et New Uni aura lieu en janvier. Preuve de la volonté de rapprochement de l'Ecole polytechnique et d'HEC, les deux écoles sont en train de fusionner leurs programmes d'entrepreneuriat.

- ▶ L'Ecole polytechnique fête ses 225 ans en 2019.

## Toulouse INP inaugure son « Amphithéâtre du Futur »

Toulouse INP a inauguré le 24 janvier son nouvel « Amphithéâtre du Futur ». Dans une salle de 350 m<sup>2</sup>, 11 écrans dont un géant, 10 bornes wifi, des micros, des boîtiers de vote, des tablettes tactiles, une sonorisation à la pointe de la technologie, son espace modulable et confortable est destiné à accueillir les élèves de la Prépa des INP. Portant le nom d'une des premières mathématiciennes françaises, Sophie Germain (1776-1831), cet amphithéâtre représente un investissement de près de 2 millions d'euros.



## Cap sur le Brésil pour SIGMA Clermont

Le projet « Fabrique du futur pour la société » coordonné par SIGMA Clermont vient d'être retenu par le jury de sélection du programme de coopération franco-brésilien BRAFITEC parmi les 15 dossiers sélectionnés sur plus de 50 déposés. Ce projet vise à « préparer des étudiants-ingénieurs hautement qualifiés à la maîtrise et la conception de technologies de pointe utilisées dans l'industrie 4.0 ». Formés aux domaines de la biorobotique, de la biomécanique et de l'automatisation industrielle, la vingtaine d'étudiants sélectionnés se verront délivrer un double-diplôme par l'école d'ingénieur ou l'université d'accueil au Brésil. Coordonné par SIGMA Clermont ce projet est basé sur un partenariat entre l'Université fédérale d'Uberlândia, l'Université fédérale de Rio de Janeiro, l'école d'ingénieurs USP de São Paulo et deux autres écoles d'ingénieurs françaises : l'ENSMM et l'ENSIM.

SIGMA Clermont participe depuis 2012 au programme BRAFITEC qui lui a permis de tisser des liens solides avec le Brésil. En 6 ans, elle a accueilli 90 étudiants brésiliens et a envoyé 10 étudiants dans les universités fédérales d'Uberlândia et de Rio de Janeiro.

- ▶ **BRAFITEC** est le plus grand programme franco-brésilien de collaborations scientifiques, d'échange d'étudiants et d'enseignants. Lancé en 2003, il permet aux écoles d'ingénieurs françaises et à leurs universités brésiliennes partenaires de nouer des collaborations bilatérales dans les domaines de l'ingénierie. Coordonné par la CDEFI côté français et par l'agence gouvernementale CAPES côté brésilien, il permet de financer des programmes de coopération scientifiques ou académiques.

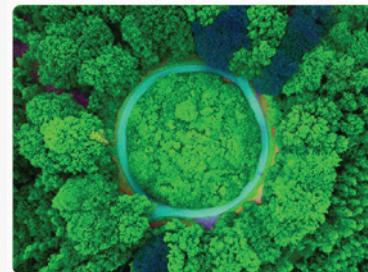
## En bref...

- Le championnat de France universitaire d'échecs 2019 aura lieu dans les locaux de l'[EFREI Paris](#) les 2 et 3 février.
- [Forte houle à l'école de la marine marchande](#) (Le Monde)
- **L'EMLV et l'ESILV** (Pôle Léonard de Vinci), en collaboration avec le CRDIA (Consortium de Recherche de l'Île Adam) et soutenus par les contributions des membres fondateurs tels que Bolloré Logistics, Framatome, GSF, BCRH et Génie des Lieux créent une chaire de recherche dédiée au *Facility Management* (FM).
- Pour la première fois, **l'École normale supérieure, l'ESPCI Paris, MINES ParisTech et Chimie ParisTech**, toutes membres de l'**Université PSL** (Paris Sciences & Lettres), ouvriront leurs établissements pour une journée portes ouvertes le samedi 16 février de 13h à 18h.
- Les deux nouvelles maisons des **Arts & Métiers** sont opérationnelles depuis la rentrée 2018. Inaugurées cette semaine, elles permettent aujourd'hui de loger 500 étudiants au sein de la Cité Universitaire de Paris.
- Le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres) présentera le 5 février le bilan de l'évaluation intégrée la Comue **HESAM Université**, premier bilan d'évaluation intégrée d'une coordination territoriale.
- **L'ESITC Caen** lance un nouveau master spécialisé « *Expert en Smart Construction : ouvrages et territoires connectés* » en partenariat avec **l'ENSICAEN**.
- A l'occasion du 19<sup>ème</sup> forum « Transforming Transportation » qui s'est déroulé le 18 janvier à Washington, **l'École des Ponts ParisTech** et l'Institut national polytechnique Houphouët Boigny de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire ont signé un partenariat stratégique
- L'Étudiant publie son [Palmarès 2019 des classes préparatoires scientifiques](#)

**INSEEC U. @INSEEC\_U** peut en être fière : « Pour la 2<sup>e</sup> année consécutive, INSEEC U. est classée 1<sup>er</sup> établissement d'enseignement supérieur français pour ses efforts en matière de protection de l'environnement dans le ranking international UI GreenMetric et progresse de 3 places au niveau mondial : 72<sup>e</sup> sur 719 universités ! »



Pour la 2<sup>e</sup> année consécutive, INSEEC U. est classée 1<sup>er</sup> établissement d'enseignement supérieur français pour ses efforts en matière de protection de l'environnement dans le ranking international UI GreenMetric et progresse de 3 places au niveau mondial : 72<sup>e</sup> sur 719 universités !



- ▶ HEADway est sur Twitter. A suivre sur [@HEADwayAdvisory](#).

## PEPITE : LE RAPPORT

Cinq ans après le lancement d'un plan en faveur de l'entrepreneuriat étudiant (en 2013), marqué notamment par la création de 30 pôles PEPITE (pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat), Frédérique Vidal a confié en juin 2018 une mission à l'IGAENR et à l'entrepreneur Albert Meige, visant à évaluer le plan PEPITE. Le [rapport](#) présenté le 17 janvier souligne notamment que « le concept PEPITE est pertinent, mais qu'il peut être renforcé et professionnalisé, sur l'ensemble du territoire ».

- ▶ Depuis sa mise en place, près de 8000 étudiants ont bénéficié du statut national d'étudiant-entrepreneur. Ils étaient 637 en 2014-2015, ils sont 3 700 en 2018.



## BPIFRANCE ET L'ANR PARTENAIRES DANS LE DEEPTTECH

L'Agence nationale de la recherche (ANR) et Bpifrance entendent aujourd'hui « renforcer l'articulation entre leurs différents outils de financement et simplifier l'offre à destination des entreprises » en signant un accord de partenariat. Celui-ci prévoit notamment de renforcer leur collaboration dans le cadre du déploiement début 2019 d'un grand Plan DeepTech (innovation de rupture) par Bpifrance.



## Grenoble EM lance une chaire sur l'évolution des territoires

La densité urbaine, le vieillissement de la population, la transition énergétique ou la généralisation de l'usage des nouvelles technologies sont autant de facteurs qui bouleversent profondément l'usage des territoires et en particulier des villes. Pour assurer cette transition, Grenoble Ecole de Management a lancé la Chaire « Territoires en Transition, vers de nouveaux services aux citoyens » le 18 janvier. L'objectif est de « produire la connaissance nécessaire pour analyser, imaginer, créer, expérimenter des dispositifs innovants voir disruptifs, pour aider les territoires à mettre en place cette transformation nécessaire ».

La chaire a notamment pour ambition de créer un panel de citoyens pour tester de manière expérimentale les déterminants des comportements qui sont au cœur de la problématique de la transition des territoires. Grenoble serait ainsi la première

ville de France à réunir un panel de citoyens pour réaliser ces expériences sur le modèle de Mannheim ou Heidelberg en Allemagne. Dans le cadre d'une semaine dédiée et appelée « Innweek », 850 étudiants de 2<sup>e</sup> année de GEM ont déjà planché sur les problématiques de la ville et les territoires, en utilisant les méthodes Serious Games. A l'issue de cette semaine d'innovation, 126 projets de « produits et services innovants pour les citoyens » ont été imaginés.

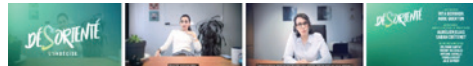
Les partenaires de la chaire sont Bouygues Immobilier, Groupe La Poste, Grenoble-Alpes Métropole, le SMTC de l'agglomération grenobloise et la Ville de Grenoble. La chaire s'appuiera également sur l'expertise des organismes : Alpes Solidaires, Citiz, Grenoble Alpes Initiatives Active, La Péniche et Ronalpia.

## L'ISC lance une web-série consacrée à l'orientation

« Désorienté » : l'ISC Paris lance une nouvelle web-série consacrée à l'orientation des lycéens et jeunes étudiants. Un format court réalisé par le service communication de l'école avec la contribution des étudiants et du personnel de l'école, pour promouvoir le bachelor de l'ISC Paris et, plus généralement, la faire connaître. « Les profils sont assez caricaturaux, c'est vraiment à prendre au second degré. Nous nous sommes inspirés des rencontres lors des entretiens de motivation des candidats pour l'écriture des textes et ce sont des étudiants volontaires qui incarnent ces personnages », expliquent Sarah Crétenet et

Aurélien Elias, respectivement Content manager et Chef de projet multimédia à l'ISC Paris.

Les deux premiers épisodes [L'indécise](#) et [L'engagée](#) ont été diffusés les 15 et 22 janvier. De nouveaux épisodes seront publiés chaque semaine, tous les mardis, jusqu'au printemps. À venir : Le vlogueur, La sportive, Le mythomane, La hipster, Le reporter, Le lycéen 2.0...



## Audencia réinvente son approche des événements carrière

Du 21 au 24 janvier, plus de 1000 étudiants d'Audencia participent à un format d'événement inédit dédié à la construction de leur projet professionnel sur le site historique de l'école. Finis les événements échelonnés sur 2 mois et en dehors des heures de cours. Le nouvel événement *Career Connections Week* consacre 4 jours à l'accompagnement des élèves, pour les « aider à appréhender la réalité du monde de l'entreprise et à définir leur projet professionnel »

Plusieurs types de rencontres rythmeront les 4 jours pour se faire une idée très précise d'un secteur ou d'un métier. Cinquante entreprises seront présentes pour des ateliers autour de cas pratiques. Elles échangeront avec les étudiants sur des problématiques qu'elles rencontrent, ou feront découvrir des métiers précis. Au cours de *speed meetings*, quarante diplômés d'Audencia et des professionnels partageront leur expérience et leur parcours. Une série de conférences et tables rondes sera aussi assurée, par exemple sur l'international, ou la façon dont la transformation digitale impacte le monde du travail. Les étudiants bénéficieront également de conseils pratiques

au cours d'ateliers carrière animés par des consultants. Enfin, un forum leur donnera accès à des stands variés. Au choix, correction de CV et lettres de motivation, découverte des plateformes en ligne de l'école pour accéder aux offres de stages et d'emploi, rencontres avec le réseau des diplômés ou encore point photo pour avoir un portrait professionnel, etc.

L'événement est complémentaire du Forum Entreprises, qui permet chaque année à 80 entreprises de venir pendant 2 jours à Nantes à la rencontre des étudiants et diplômés, pour leur proposer des stages, Volontariats Internationaux en Entreprise, ou premiers emplois.

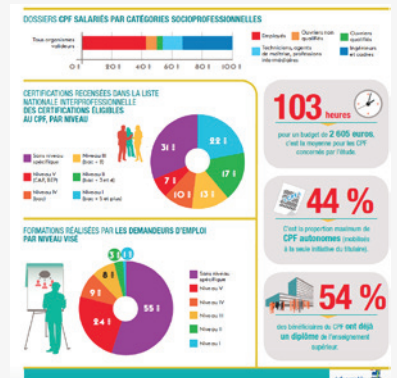


## L'ISCOM S'INSTALLE A BORDEAUX

Après Paris, Lille, Lyon, Strasbourg, Montpellier, Toulouse et Rouen, l'ISCOM (Institut supérieur de communications et de publicité) ouvre ses portes à Bordeaux à la rentrée 2019. Elle y déploie son programme Grande école.

## LE CPF EN EUROS C'EST PARTI !

Le compte Personnel de Formation (CPF) en euros est entré en vigueur le 1er janvier. Dès l'automne 2019, les bénéficiaires pourront accéder à leur compte à partir d'une application sur leur smartphone. Aujourd'hui chaque CPF coûte en moyenne 2605 € pour une durée de 103 heures selon une étude de la Direction des études et des statistiques du ministère du Travail. Dédié à l'autonomisation des individus, le CPF apparaît encore appréhendé comme un mode de financement de la formation parmi d'autres. A l'occasion de ses 16<sup>ème</sup> Universités d'hiver de la formation professionnelle, Centre Inffo résume ses conclusions dans l'infographie ci-dessous.



## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



Paris se place à la neuvième place des villes les plus performantes dans le rapport [GTIC 2019](#), publié par l'INSEAD - Business School for the World, en partenariat avec Adecco Group et Tata Communications à l'occasion du forum de Davos.

### Classement des villes - score

1. Washington, DC - 69.2
2. Copenhague - 68.0
3. Oslo - 66.1
4. Vienne - 65.7
5. Zurich - 65.5
6. Boston - 65.4
7. Helsinki - 65.0
8. New York - 64.6
9. Paris - 63.5
10. Seoul - 62.7

## En bref...

- HEC ne s'installera finalement pas dans de nouveaux locaux porte Maillot à Paris faute d'accord avec le bailleur.
- [Grande école cherche autistes](#) : Grazia revient sur l'accueil des autistes à Grenoble EM
- **L'ISCT Business School**, l'Institut supérieur de commerce de Toulouse, célèbre cette année ses 25 ans.
- L'Étudiant publie son [Palmarès 2019 des classes préparatoires économiques et commerciales](#)

## ZOOM

## Montpellier BS : un nouveau PGE pour former des « managers responsables »

En septembre dernier, plus de 24 000 étudiants de Grandes écoles ont signé « Le Manifeste étudiant pour un réveil écologique ». Une initiative qui inspire aujourd'hui la refonte du programme Grande école (PGE) de Montpellier BS. « *Les étudiants comme les consommateurs attendent des entreprises qu'elles soient plus vertueuses. Un positionnement d'ouverture et de responsabilité sociale qui est dans l'ADN de Montpellier BS et que nous avons voulu encore plus mettre en avant* », commente la directrice du PGE, Christine Bousquet.



**Transmettre des valeurs.** Au sein du PGE, la transmission de ces valeurs passera aussi bien par des enseignements dédiés (droit et éthique des affaires, RSE et développement durable, International business ethics, négociation interculturelle...), que des spécialisations en dernière année (Économie Sociale & Solidaire, Gestion des richesses humaines, Management interculturel...) et des projets solidaires et citoyens. Tous les étudiants de première année du PGE participent par exemple aux actions d'associations locales qui interviennent dans des domaines sociaux et environnementaux. Un tout nouveau parcours de spécialisation en entrepreneuriat social sera créé à la rentrée 2019.

**Plus flexible.** Une quête du « leader responsable » qui passe d'abord par le renforcement de la flexibilité du programme. L'école offre dorénavant la possibilité aux étudiants de construire un cursus à la carte reposant sur un tronc commun fondé

sur les disciplines de gestion et le développement des compétences comportementales, puis un large choix de spécialisations. Les étudiants auront également la possibilité de réaliser jusqu'à trois années complètes en échange académique international. De même « *les étudiants qui ont un projet de création d'entreprise pourront plus facilement l'intégrer dans leur parcours tout en garantissant une formation académique* ». Enfin les étudiants pourront suivre en dernière année des parcours de doubles diplômes aussi bien à l'étranger qu'à l'université de Montpellier ou dans l'un des 15 MSc (neuf nouveaux sont créés).

**Une logique de compétences.** Toujours dans la même logique de former des managers responsables le programme a été restructuré autour de 5 compétences clés : la « conscience de soi et des autres », la « capacité à définir et partager une vision », la « imagination », la « créativité et la capacité d'innover », la « responsabilité managériale et collective » et la « capacité d'agir et mobiliser les énergies autour d'un objectif commun ». « *Cette approche permet également de redonner le sens de leur formation à des étudiants qui ont parfois perdu le fil du pourquoi de leur formation* », relève Christine Bousquet. Un livret de compétences individuel, alimenté par l'étudiant, ses professeurs, tuteurs, camarades de classe, etc. permettra à chaque étudiant de suivre sa progression.

De cours d'e-réputation vont même être donnés aux étudiants pour les aider à gérer leur image sur les réseaux. « *On leur dit « Ne publiez rien que votre mère ne voudrait pas lire » et cela ils en ont bien conscience en bout de cursus mais aussi après des années où ils ont publié sans trop réfléchir.* »

- ▶ Montpellier BS va particulièrement être impacté par la réforme en cours de l'apprentissage : en dernière année 85% de ses étudiants sont apprentis, les autres ayant préféré partir à l'international, suivre un double diplôme ou une MSc.

## ENTRETIEN

## « Nous sommes totalement indépendants »

Face aux écoles « mastodontes », l'ISC Paris cultive sa singularité d'école à taille humaine ancrée dans son territoire parisien. Mais pas seulement. Directeur de l'ISC Paris, [Henry Buzy-Cazaux](#) nous trace le portrait d'une école qui sera bientôt implantée à Orléans.



Le rapport mesure les niveaux de compétitivité globale des talents en examinant 68 variables. L'indice de 2019 couvre 125 économies nationales et 114 villes (respectivement 119 et 90 en 2018) dans tous les groupes de revenus et de niveaux de développement. Malheureusement si Paris fait partie du top 10 des villes la France ne fait pas partie du top 20 des pays. Elle ne se classe que 21<sup>ème</sup>...

## Classement des pays - score

1. Suisse - 81.82
2. Singapour - 77.27
3. États-Unis - 76.64
4. Norvège - 74.67
5. Danemark - 73.85
6. Finlande - 73.78
7. Suède - 73.53
8. Pays-Bas - 73.02
9. Royaume-Uni - 71.44
10. Luxembourg - 71.18
11. Nouvelle-Zélande - 71.12
12. Australie - 71.08
13. Islande - 71.03
14. Allemagne - 70.72
15. Canada - 70.43
16. Irlande - 70.15
17. Belgique - 68.48
18. Autriche - 68.31
19. Émirats arabes unis - 65.90
20. Israël - 63.26

## Top 10 countries



## L'INTERNATIONAL EN BREF

- [Malaysia to host Japan's first overseas branch campus](#) (University World News)
- [Une université américaine va recouvrir des fresques dépeignant Christophe Colomb](#) (Le Figaro Etudiant)
- [Sans masters en France, les étudiants français en psychologie se ruent dans les universités belges](#) (Le Monde)

## AGENDA

**29 au 31 janvier 2019** : [ILearning Forum Paris](#) à Paris Espace Champéret

**30 et 31 janvier** : Salon [Learning Technologies France](#). Événement de référence européen et n°1 en France dans le domaine des technologies au service de l'apprentissage, il fait partie du portefeuille d'événements *Learning Technologies* qui compte les éditions de Berlin (5-7 décembre 2018) et de Londres (13-14 février 2019).

learning  
technologies  
france

**Olivier Rollot : Votre campagne de recrutement d'élèves de prépas s'est plutôt bien déroulée. Comment l'expliquez-vous ?**

Sans atteindre notre objectif, qui était de 150 intégrés, nous avons effectivement progressé pour passer à 111 élèves quand ils n'étaient que 98 en 2017. En 2018 notre objectif sera d'en recruter 125 même si nous sommes conscients de la concurrence que nous font les écoles mieux classées en ouvrant toujours plus de places aux élèves de prépas.

Cette réussite nous la devons aussi au travail effectué par tous : encadrement administratif, professeur, étudiants admissibles et anciens. Toute l'équipe est volontaire et enthousiaste avec un authentique sentiment de fierté et un fort attachement à notre programme Grande école. Même si on ne peut plus s'appuyer uniquement sur lui, il est très important pour le crédit donné à la marque.

**Henry Buzy-Cazaux : -O. R : Vous allez donc encore développer vos autres modes de recrutement ?**

**H. B-C :** Nous recrutons effectivement des admis sur titre : 150 chaque année après un bac+2 et 250 après un bac+3. Nous développons notre notoriété à l'international. L'accréditation AACSB (Association to Advance Collegiate Schools of Business) nous donne une valeur importante. L'ISC est mieux identifiée et fait vivre aujourd'hui 150 accords internationaux avec des institutions prestigieuses

**O. R : Vous pensez ouvrir un jour un campus à l'étranger ?**

**H. B-C :** Nous pourrions également imaginer des partenariats avec des écoles qui nous ressemblent pour monter des campus en commun, en France comme à l'étranger. A la stratégie de campus, très consommatrice de moyens humains et financiers, nous préférons une stratégie d'accords, qui ouvre plus largement les choix de destinations au profit de nos étudiants.

**O. R : Quelle place va occuper le bachelor ?**

**H. B-C :** Cette année il sera accessible sur Parcoursup à partir du concours Atout+3. Aujourd'hui ne pas être sur Parcoursup n'est pas pensable. Notre bachelor est une offre pédagogique à part entière ménageant à nos diplômés une forte employabilité.

**O. R : ISC Paris est la seule école non issue de l'univers des chambres de commerce et d'industrie à avoir obtenu une accréditation AACSB ou Equis. Comment y êtes-vous parvenus ?**

**H. B-C :** Être indépendant n'empêche pas la qualité et nous confère une agilité accrue ! L'ISC Paris a été la première école de commerce indépendante privée française à bénéficier de l'accréditation internationale AACSB. Mais à un moment cela coûte très cher de postuler à toutes les accréditations. Ce qui ne nous empêche pas de travailler à obtenir d'autres accréditations dans le cadre de notre plan stratégique. Nous sommes en tout cas très fiers de pouvoir être présents dans le classement des masters in management du Financial Times en vertu de ce label. Nous y tenons particulièrement bien notre rang grâce à l'enquête alumni. Nous sommes persuadés que le concept d'« entreprise étudiante » donne du sens à toute notre démarche pédagogique.

**O. R : Dites-nous en plus sur ce concept d'« entreprise étudiante ».**

**H. B-C :** L'implication des étudiants de l'ISC Paris dans les entreprises étudiantes à raison de 50% du temps pédagogique leur assure une appropriation des compétences à la fois plus solide et plus

rapide. Les entreprises étudiantes sont bien autre chose que des associations telles qu'on les conçoit dans des business schools. Il s'agit d'authentiques structures porteuses d'un objet social, d'un métier, d'une organisation, dotées d'un budget de fonctionnement et astreintes à atteindre des objectifs commerciaux en servant des clients à conquérir et fidéliser. L'étudiant y occupe une fonction conforme à son profil. Ces entreprises vivent en quelque sorte en double commande, suivies et encadrées non seulement par un directeur dédié membre du comité de direction, mais aussi par des professeurs ou encore des alumni engagés à nos côtés.

Une forme évoluée de vie associative intégrant l'entrepreneuriat que nous devons au fondateur (Paul Icard), dont l'intuition a été respectée et développée depuis 56 ans. L'inspirateur de notre stratégie nous a dotés d'une seconde différence forte : féru de psychologie, il a voulu que nous respections les personnalités et que nous ne les uniformisions pas. Pour nous la personnalité doit absolument être utilisée comme un levier d'épanouissement. L'ISC Paris est sans doute l'une des grandes écoles de management les moins normatives.

**O. R : Comment faire pour se développer en restant aujourd'hui la seule école « mastérisée » indépendante d'un groupe comme d'une chambre de commerce et d'industrie ?**

**H. B-C :** C'est un modèle économique qui a toujours été difficile. Avec un budget annuel de l'ordre de 20 millions d'euros, notre équilibre repose essentiellement sur les frais de scolarité et dans une moindre mesure de deux accompagnements financiers publics, la subvention au titre de notre statut EESPIG et la taxe d'apprentissage que nous sommes habilités à recevoir. Il est clair que la réforme en cours nous conduit à gagner rapidement notre indépendance par rapport à cette dernière ressource.

Nous sommes avant tout une association indépendante, qui doit s'attacher à développer ses produits d'exploitation. Nous le faisons avec imagination et énergie notamment par des parcours hybrides avec des écoles spécialisées comme l'IMSI, l'ILERI ou IHEDREA. Des écoles consœurs, dans l'univers consulaire, sont encore dans des situations artificielles qu'elles savent fragiles. Certaines de leurs charges étaient supportées par leur tutelle. Ce n'est pas notre cas quand nous devons par exemple payer 2 millions d'euros de loyers chaque année.

**O. R : Imaginez-vous des alliances avec d'autres groupes ?**

**H. B-C :** Nous sommes aujourd'hui totalement indépendants. Nous tenons à cette indépendance. Je ne porte pas de jugement sur les actionnaires, fonds d'investissement. Je suis seulement convaincu que la gestion à court terme et étroitement financière ne fait pas bon ménage avec les missions d'une Grande École comme la nôtre. Pour autant, nous veillons avec exigence à notre rentabilité, gage de notre durabilité.

Ce que je souhaite c'est que nous gardions notre identité et notre âme tout en concluant des alliances avec d'autres écoles comparables et des universités, mais aussi avec des entreprises. Avec elles, dont nous sommes ontologiquement proches, nous devons inventer une nouvelle façon de travailler pour qu'elles nous accompagnent au mieux dans la formation de nos jeunes, de nos apprenants, et qu'elles concourent à la pertinence de notre recherche.

**O. R : Pensez-vous augmenter vos frais de scolarité à l'avenir ?**

**30 janvier au 1<sup>er</sup> février :** la 16<sup>ème</sup> [Université d'hiver de la formation professionnelle](#) organisée par Centreinfo se tient à Biarritz. D'ordinaire organisée tous les deux ans cette université se tient exceptionnellement en 2019 pour se consacrer aux transformations liées à la réforme. Le Campus s'articulera autour de 4 axes :

- Le nouvel écosystème avec une gouvernance refondée
- Des parcours individuels au cœur de l'action
- L'alternance, voie d'excellence vers et pour l'emploi



**11 et 12 février :** Le [colloque 2019 de la Commission](#) des titres d'ingénieurs (CTI) a lieu à Saint-Étienne. Le 11 février après-midi sera consacré à son « atelier international » et se tiendra dans les locaux de la Cité du Design. La journée du 12 février, accueillie par Télécom Saint-Etienne, verra ses échanges s'articuler autour de l'ESG 1.1 « Politique d'assurance qualité



**12 et 13 février :** 3<sup>ème</sup> édition du [Think Education et Recherche](#) organisé par Newstank Higher au sein de l'Université Paris-Dauphine

**14 et 15 février :** L'EUA organise son [European Learning & Teaching Forum](#) sur le thème « Vers un apprentissage réussi: controverses et terrains d'entente » à l'Université de Varsovie.



**20 et 21 février :** Le World Innovation Summit for Education ([WISE](#)) pose ses valises à Paris sur la thématique « Education Futures: Fostering Learning Societies ».



**21 février au 3 mars :** Le [4L Trophy](#) verra 2200 étudiants s'élancer depuis le Pays-Basque jusqu'au Maroc.

**13 au 16 mars :** Organisé par Grenoble Ecole de Management (GEM), son [Festival de Géopolitique](#) s'interrogera par sa 11<sup>ème</sup> édition sur le thème « (DES)UNION EUROPÉENNE ? ». Parmi les nouveautés : une conférence ouverte à tous animée par le youtubeur [Mister Geopolitix](#) sur « comment vulgariser la géopolitique » et une simulation

**H. B-C :** Je suis prudent sur cette voie, pour nous, comme pour les autres grandes écoles de management. Nous ne devons pas nous éloigner de la solvabilité des familles. En outre, la solution d'endetter les étudiants présente des dangers : nous sommes là pour les doter d'atouts pour la réussite, pas pour hypothéquer leur avenir pour plusieurs années.

► **L'ISC Paris met le cap sur Orléans.**

Orléans Métropole avait lancé fin 2017 un appel à manifestation d'intérêt dans l'objectif « d'intéresser et d'accueillir de nouveaux établissements d'enseignement supérieur sur son territoire ». En compagnie de l'ESTP et d'Agro Paris Tech, l'ISC a répondu à l'appel et y implantera à la rentrée 2019 des bachelors. « C'est un tournant pour une école jusqu'ici 100% parisienne qui va au-devant des entreprises et des jeunes qui ne peuvent pas toujours partir loin de chez eux et perdent ainsi la chance d'intégrer une Grande école », explique Henry Buzy-Cazaux.

Orléans Métropole met à la disposition des écoles des « lieux d'exception » et un futur « campus Madeleine », un espace de 20

000 m2 en plein cœur de ville. « Nous avons déjà une université, une école d'ingénieurs, une école d'art et design, un bachelor en management. Notre UFR de droit et gestion est reconnue et notre université a le projet de créer une école de management public. Mais tout cela n'est pas suffisant pour une capitale régionale comme la nôtre. Si nous voulons progresser dans un bassin d'emploi dynamique il nous faut attirer sur notre territoire une offre d'enseignement supérieur plus importante », confie le maire d'Orléans et président d'Orléans métropole, Olivier Carré.



## REPORTAGE

## ↑ Pédagogie et comédie : le Human Comedy Club de l'ISC

Les entreprises étudiantes sont les piliers de la pédagogie de l'ISC BS, école parisienne de commerce post prépas et bachelors. Si elles peuvent être de tous ordres, la plus emblématique d'entre elles, Human ISC, organise chaque année huit événements. Dont un spectacle qui a de plus en plus de succès : le [Human Comedy Club](#). En 2018 c'est le Cirque d'hivers Bouglione de Paris qui accueillait quelques-uns des jeunes humoristes les plus en vue du moment.



**Recueillir des fonds.** Bénévoles les artistes viennent prêter leur talent à l'association qui, en retour, mobilise les fonds récoltés pour emmener chaque année 300 enfants de l'Aide sociale à l'enfance en voyages culturels. « Nous mettons pendant un an notre professionnalisme au service de ces enfants en organisant tout le spectacle, du choix des humoristes au déroulé de la soirée en passant par la vente des places », détaille Rejane Moukoko, la présidente cette année de l'association.

Et les 77 étudiants que comporte son entreprise étudiante ont de quoi se réjouir. Devant une salle de 1800 places pratiquement pleine les humoristes font un carton. Se moquant gentiment du nom du directeur de l'école – « *Henry Buzy-Cazaux, HBC, un nom de banque, il était vraiment né pour diriger une école de commerce* » - des filles qui ne rangent pas trop – « *Un jour on me demande si j'ai du parquet ou de la moquette ? Je n'en sais rien, je n'ai pas vu le sol de mon appartement depuis des années* » - ou se livrant à des plaisanteries plus... grivoises.

**Une logique de projets.** « *Le plus difficile a été d'apprendre à faire travailler ensemble 77 personnes* », relève Rejane quelques instants avant d'aller elle-même en scène présenter le spectacle comme si elle avait fait ça toute sa vie. « *Dans une entreprise étudiante on apprend qu'il faut donner du sens à son action pour être suivi* », analyse Pierre Barrault, responsable des entreprises étudiantes qui encadre quelque peu le projet Human Comedy Club tout en laissant aux étudiants une très large autonomie : « *Nous ne sommes là que pour leur donner un filet de sécurité* ». « *Un diplômés de l'ISC c'est quelqu'un qui s'en sort dans n'importe quelle problématique* », reprend Henry Buzy-Cazaux.

En tout l'ISC compte dix-sept entreprises étudiantes qui montent chaque année 100 projets dans lesquels l'ISC investit 450 000€. Et n'y entre pas qui veut. Chaque entreprise a son mode de sélection et il y a même des écrits pour intégrer la plus courue qui est la junior entreprise. Ce qui n'empêche pas près de la moitié d'être dirigées par des étudiants du bachelor.

de session du Parlement européen pour les étudiants de classes prépas.

Parmi les personnalités attendues : Michel Barnier, Thierry Chopin, Michel Foucher, Isabelle Jegouzo, Nathalie Loiseau, Tommy McKearney, Marc-Olivier Strauss Kahn, Jean-Pierre Sueur, etc. Et toujours plus de 100 conférences, tables-rondes et débats pendant, des émissions de radios en direct du festival, des serious games, un escape game, un concert, du théâtre, des expositions de cartes et de street art.



**16 au 24 mars :** [Journées Nationales de l'Ingénieur](#) organisées par [Ingénieurs et Scientifiques de France](#) (IESF). De nombreux événements seront organisés en France : tables rondes, conférences, colloques, ou encore visites d'entreprises. Placées cette année sous le thème « Les ingénieurs en évolution : entre diversité et innovation », ces journées visent à mettre en lumière les initiatives de progrès et d'innovation de l'industrie et plus généralement de l'entreprise.

**19 au 21 mars :** [ELearning Expo](#) à Paris Expo Porte de Versailles

**21 et 22 mars :** Le [colloque annuel](#) de la Conférence des présidents d'université se tient à l'Université de Bretagne Sud et porte sur la question de l'« Autonomie des Universités ? »

